

Expériences de travail en genre

Echanges de méthodologies

Séminaire international

Barcelone – octobre 2006



Le Monde selon les femmes

Expériences de travail en genre - Echanges de méthodologies
Séminaire international - Barcelone – octobre 2006
Document élaboré par Sandra González Altea

© Le Monde selon les femmes
18, rue de la Sablonnière • B-1000 Bruxelles • Belgique
Tél. 32 2 223 05 12 • Fax 32 2 223 15 12 • Compte n° 310-1217399-38

www.mondefemmes.org - www.palabras.info

Dépôt légal : D/2007-7926-06



Cette publication est réalisée dans le cadre du projet RAAC, avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Monde selon les femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Sommaire

Conférences du séminaire	1
Introduction	2
1. La citoyenneté des femmes	4
2. Violence de genre	6
3. Participation politique des femmes	10
4. Education non sexiste	14
5. Genre et économie	20
6. Échange de méthodologies pour le plaidoyer politique	23
7. Propositions et nouvelles alternatives	33
Conclusions	43

Conférences du séminaire

- Conférence inaugurale : Sra. Sonia Baires y Sra. Patricia Iraheta, Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida. El Salvador.
- Table Ronde : Violence envers les femmes. “Pas d’excuse, pas de raisons, pas de droits”
 - o Sra. Silvia Chejter, Centro de Encuentros Cultura y Mujer (CECYM). Argentina.
 - o Sra. Claudia Hermannsdorfer, Centro de Derechos de las Mujeres (CDM). Honduras.
 - o Sra. Sandra Morán y Sra. María Dolores Marroquín, Sector de Mujeres. Guatemala.
- Table Ronde : Plaidoyer politique des femmes dans un monde globalisé
 - o Sra. Elise Muhimuzi (Ponencia leída por Sra. Lidia Rodríguez Prieto), Confederación Nacional des Femmes en Développement (CONAFED). R.D.Congo.
 - o Sra. Margarida Santos, GRAAL Internacional. Portugal.
 - o Sra. Nina Infante, Forum Política Feminista. España.
 - o Sra. Martha Sandino, Movimiento María Elena Cuadras. Nicaragua.
- Table Ronde : Education non sexiste
 - o Sra. Marcela de la Peña, Le Monde selon les femmes. Belgique.
 - o Sra. Elena Simón. España.

Introduction

Le séminaire international « Expériences de travail en genre - Echanges de méthodologies » s'est tenu à Barcelone du 26 au 28 octobre 2006 dans le cadre projet RAAC – Réseau d'action et d'apprentissage communautaire en genre.

Le projet RAAC repose principalement sur des activités de sensibilisation de l'opinion publique aux questions de genre dans la coopération au développement. Au sein de cette thématique, différentes questions ont été abordées, comme la violence contre les femmes, le développement durable, l'analyse macro-économique des effets de la mondialisation sur le vie des femmes. L'objectif principal était d'intégrer l'égalité de genre dans les activités de sensibilisation, d'éducation au développement, de coopération internationale et la dimension politique à différents niveaux.

Les trois tables rondes qui ont été organisées à l'occasion de séminaire ont donné lieu à diverses interventions autour des thèmes « violence contre les femmes », « participation politique des femmes » et « éducation non sexiste ». Le thème « femmes et économie », initialement prévu a également été traité de manière transversale ; les références furent nombreuses sur la situation professionnelle et économique des femmes dans le modèle néolibéral en vigueur. Cette publication intégrera donc un paragraphe spécial sur le thème « genre et économie » pour y présenter les apports qui auront été fait durant le séminaire à propos de cette question. Enfin, une série d'ateliers ont été organisés pour permettre l'échange d'expériences et de méthodologie pour l'action.

La rédaction de ce document se base sur la systématisation des exposés, les résultats du travail en ateliers et les conclusions et propositions issues de ces trois journées de travail.¹

¹ Les références utilisées par les auteur-es lors des conférences se retrouvent au bas des pages relatant les exposés.

Dans la première partie, le contenu des conférences sera présenté ; d'abord en s'approchant de la notion de citoyenneté des femmes ; puis en abordant les 4 thèmes de ce séminaire : « violence contre les femmes », « participation politique des femmes » et « éducation non sexiste », « genre et économie ».

Une seconde partie fait état des méthodologies mises en pratique par les organisations participantes dans les thématiques présentées.

Enfin, on présentera les principales conclusions et les propositions alternatives pour une action collective des mouvements de femmes en lien avec les thèmes abordés.

Sandra González Altea
Consultante

Marcela de la Peña Valdivia
Responsable du réseau RAAC

1. La citoyenneté des femmes

La Déclaration Universelle des Hommes signée en 1948 constitue le premier pilier des engagements pris par les Etats de respecter les droits des citoyen-nes.

La connaissance ces droits humains et de son respect sont érigée comme une condition fondamentale dans l'exercice de la citoyenneté. Tous, femmes et hommes naissent libres et égaux ; toutes les personnes ont droit de jouir de tous les droits humains de la même manière, d'exercer de manière satisfaisante les droits civils et politiques dans des conditions d'égalité et sans aucune discrimination. Comme l'indique l'organisation "Secteur de Femmes" du Guatemala, le concept de citoyenneté implique la reconnaissance et l'exercice plein tous de nos droits, compris comme l'exercice de notre identité choisie et de notre autonomie ; c'est-à-dire que la citoyenneté signifie décider à propos de nos corps, idées et pensées.

Les femmes, comme actrices-clefs dans le développement de la société s'expriment, écoutent, proposent, montrent et agissent. Quand elles se manifestent comme citoyen-nes du monde, elles sont des actrices de changement politique, social et économique. La citoyenneté des femmes implique ainsi la reconnaissance par la société et les institutions de notre dignité et de notre diversité. Cela suppose que nos propositions soient prises en compte, ainsi que l'important rôle que nous jouons dans la construction de la société et que nous soyons associées à la résolution de nos problèmes en se basant sur des relations équitables et justes. Comme femmes nous pourrions seulement exercer pleinement notre citoyenneté si dans les espaces intimes, privé et public nous sommes respectées et valorisées dans notre autonomie individuelle ou collective.

L'exercice de la citoyenneté est inexorablement attaché au système politique démocratique, où la reconnaissance des droits des femmes rend possible la participation de celles-ci dans les espaces publics et l'extension de leur citoyenneté.

C'est ce qui s'est passé au Salvador. Après le conflit armé qui a eu lieu dans le pays dans la décennie des années 80, les Accords de Paix, signés en 1992, ont mis fin à 60 années de domination militaire sur la population et ont permis l'ouverture démocratique. Avec la création d'institutions démocratiques et la consolidation de celles qui existaient déjà, l'État a reconnu les droits des femmes qui ne l'étaient pas

précédemment, rendant ainsi possible l'extension de la citoyenneté des femmes et du mouvement de femmes, ce qui renforçait la participation collective citoyenne. Cependant, bien que l'ouverture démocratique salvadorienne ait contribué à l'avènement de la citoyenneté féminine, le système politique continue à exclure car il est contrôlé par les partis politiques, qui reproduisent un système corrompu et clientéliste. Les institutions contrôlées par l'état se révèlent inefficaces, spécialement par leur manque d'autonomie du pouvoir exécutif face aux groupes économiques puissants. Devant ce paradigme, pendant la seconde moitié des années 90, l'arrivée au pouvoir de secteurs conservateurs a abouti à un recul légal considérable pour les femmes.

De plus, les Accords de Paix prévoyaient des mesures qui excluent les femmes malgré leur importante participation active au conflit. L'affaiblissement de certaines institutions a provoqué un déficit de consolidation démocratique et une crise de gouvernement et de la légitimité de l'État qui empêche le processus de décentralisation de ce dernier ; cela limite par conséquent l'exercice de la citoyenneté des femmes.

Face à cette faiblesse institutionnelle tellement évidente, les organisations de femmes salvadoriennes qui sont bien institutionnalisées et ont les capacités de faire des propositions tentent de redimensionner le mouvement des femmes pour articuler un agenda commun. C'est un fruit du travail réalisé au niveau local et sectoriel, qui développe l'extension et veut agir par la citoyenneté des femmes. Un agenda qui permet d'avoir un plus grand impact sur divers acteurs politiques et économiques et qui va au-delà des priorités de la coopération internationale. La reconnaissance et l'exercice plein de la citoyenneté implique l'*empoderamiento* des femmes pour l'action politique dans chacun des domaines.

Dans les paragraphes suivants nous reprendrons les réflexions sur les thèmes abordés durant la Conférence et les propos qui ont fait apparaître de multiples pistes et outils pour l'action politique dans chacune des problématiques.

2. Violence de genre

"Elle provoque avec cette manière d'habiller", "il était ivre/drogué, il ne savait pas ce qui faisait", "s'ils l'ont frappée c'est parce qu'elle le méritait", "vu ce qu'elle aurait fait à son mari/compagnon", "quand une femme dit NON en réalité ça veut dire OUI", "dans l'amour et dans la guerre tout se vaut", "l'amour et la violence ne coexistent pas", etc.

Ces propos ainsi que beaucoup d'autres fables et commentaires du même type sont prononcés, écoutés et tolérés en d'innombrables occasions et dans différents espaces, tant publics que privés, pour justifier la pratique de la violence contre les femmes. Actuellement, et grâce à la construction et au développement de stratégies et de politiques antiviolence par des réseaux et des organisations féministes, des États et des Organisations Internationales (dans cet ordre d'importance), nous assistons à une plus grande conscientisation sur l'existence, la gravité et l'ampleur de la violence de genre. Pourtant, ces dernières années on assiste à de nouvelles formes de violence contre les femmes dans le monde globalisé. Elles diffèrent de ce qui est actuellement connu et compliquent les stratégies de lutte contre ces dernières. Ainsi une plus grande implication des pouvoirs publics et de la société en général vers un monde sans violence contre les femmes est encore loin d'être acquise.

Dans certains pays les gouvernements agissent sans la volonté politique nécessaire pour donner la priorité dans leur agenda à la lutte et à la prévention de la violence de genre. On ne consacre pas de ressources suffisantes pour cela. Dans les cas où il y a une volonté, la problématique est abordée de manière marginale par rapport au reste des politiques publiques. Les chiffres sur la violence de genre diffèrent selon les pays à cause principalement des nombreux et très divers facteurs qui donnent naissance à cette dernière. Les indices de violence contre les femmes en Amérique Centrale sont spécialement alarmants. On sait malheureusement que ce sont des féminicides qui ont lieu dans la région : des homicides pour des raisons de genre - et qui sont réitérés de manière systématique, avec une extrême cruauté, de la haine et de la misogynie.

Des chiffres l'illustrent : au Salvador ont été répertoriées 8.000 dénonciations pour violence sexuelle entre 1998 et 2000, parmi lesquelles 90% des

victimes ont été des femmes et des enfants, dont 65% ont moins de 19 ans.

Au Honduras, les données de l'année 2006 montrent que les cas d'agressions sexuelles s'exercent principalement à l'encontre des femmes (83.6%), dont 70.8% étaient âgées de moins de 20 ans. En plus de ce cadre d'insécurité dans lequel vivent les femmes d'Amérique centrale, beaucoup d'entre elles doivent supporter le poids d'une grossesse forcée étant donné l'interdiction ou la limitation de l'avortement en cas de viol dans ces pays

Il faut également indiquer l'ampleur des contagions de maladies sexuellement transmissibles parmi les femmes violées (76.6% des femmes violées au Salvador entre 1999 et 2000).

Du côté des agresseurs, les recherches menées démontrent que la majorité des accusés ne se trouvent pas sous les effets de l'alcool ou de drogues, et qu'un pourcentage élevé des agresseurs est un parent proche ou une connaissance.

Dans les cas de violence intrafamiliale au Salvador, plus de dix mille dénonciations se sont produites entre 1998 et 2000, parmi lesquelles 85% des victimes sont des femmes, dont l'immense majorité entre les 18 et 40 ans (91.6%, PNUD 2004).

En ce qui concerne les agresseurs, sur les 7000 agressions dénoncées par une femme, 74% ont été commises par le compagnon ou l'ex-compagnon. D'autre part, il faut indiquer que la violence contre les femmes ne se limite pas au plan. Il existe aussi des formes de violence sexuelle qui sont exercées contre une collectivité - contre le mouvement de femmes, contre les lesbiennes, les féministes, les activistes pour la dépénalisation de l'avortement, etc.

Certains voudraient empêcher l'exercice de la citoyenneté des femmes en raison de la mise en question de leur sexualité. La violence sexuelle est également présente dans la participation politique. La voix des femmes refusant la violence n'est pas entendue, on n'accepte pas les propositions présentées par les femmes dans des espaces publics - où elles sont admises, mais de manière marginale.

Ainsi on prétendra "faire taire les voix des femmes" pour ne pas délégitimer le gouvernement et ceux-là qui sont au pouvoir. Nombreux et importants sont les obstacles qui se trouvent dans le traitement de la

violence envers les femmes, en référence à trois champs différents : l'institutionnel, le socioculturel et l'économique.

En ce qui concerne la première sphère, ce qui est institutionnel, il faut d'abord citer la méfiance généralisée à l'égard des institutions de l'État ainsi que la faiblesse des démocraties de plusieurs pays. Les systèmes politiques sont encore excluants et la crise de légitimité des gouvernements reproduit des systèmes corrompus, clientélistes, avec des institutions faibles. L'effet le plus immédiat pour le cas de violence contre les femmes est, entre autres, le caractère inopérant du système judiciaire qui entraîne l'impunité et l'immunité des agresseurs, et par conséquent, un manque conséquent de défense des victimes. Des données de la Cour de Justice du Salvador montrent qu'environ 5000 dénonciations ont été enregistrées entre 1999 et 2000, et que seulement 130 plaintes sont arrivées aux tribunaux, c'est-à-dire, à peine 2,8%. De la même manière on assiste à une dispersion institutionnelle des analyses et enregistrements de plaintes qui visibilisent l'ampleur de la violence de genre. C'est la conséquence directe du manque d'importance accordée par les pouvoirs publics à la violence contre les femmes.

De même, dans certains pays, l'ignorance des instruments légaux qui protègent les femmes, tant du côté de la société civile que des fonctionnaires chargés de la prévention de la violence freine la lutte contre la violence de genre.

Du point de vue socioculturel, les principaux obstacles sont observés dans l'existence de mythes qui justifient la violence envers les femmes, dans les schémas de société patriarcale où règne la discrimination et l'inégalité des femmes par rapport aux hommes. Mais il a aussi lieu de critiquer le traitement que les moyens de communication accordent à la violence contre les femmes. La plupart la présentent d'une manière marginale, insignifiante au regard de l'actualité. Il ne faut pas oublier que dans un contexte de violence de grande ampleur, on sous-estime la gravité et les effets de la violence intrafamiliale, et on continue à ignorer que le fait que des femmes puissent être victimes de la violence est lié au genre.

Quant aux obstacles de type économique, un premier aspect déjà mentionné plus haut fait référence au manque de volonté politique des États qui se reflète dans la faible allocation budgétaire pour faire face à la problématique. Les processus macro-économiques néo-libéraux se développent grâce au travail des femmes dans des conditions de travail

et de vie d'extrême précarité. Cela provoque davantage de vulnérabilité et l'instauration de nouvelles formes de violence contre les femmes, dont un des exemples les plus regrettables se retrouve dans les féminicides qui se déroulent depuis le début des années 90.

Une fois le contexte général dans lequel la violence de genre prend sa source, le mouvement des femmes pose diverses alternatives pour son combat. D'abord prendre conscience que la violence contre les femmes est un problème social et politique lié à d'autres sujets comme l'inégalité, l'injustice et la citoyenneté.

Ensuite, nous nous trouvons devant une responsabilité de tous et de toutes, de la société civile et évidemment de l'État. Comprendre que la violence n'a pas lieu seulement dans les espaces privés, mais aussi dans les espaces publics et dans autres domaines comme le travail, les études etc.

Enfin, il faut réfléchir au prétexte d'utiliser le corps et la sexualité pour nous exproprier du plein exercice des droits sexuels et reproducteurs des femmes comme base de la citoyenneté car cela pourrait miner les fondations de l'état patriarcal.

Et finalement, placer au même niveau d'importance les besoins différenciés des femmes en matière de sécurité. Un monde sans violence envers les femmes est loin d'être acquis mais nous ne devons pas tomber dans la tentation de le considérer comme une utopie. Il faut plutôt l'affronter comme un défi de la lutte collective afin d'obtenir un monde plus juste avec une pleine participation des femmes dans toutes les sphères

3. Participation politique des femmes

"L'empowerment des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société - y compris la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir - , sont fondamentaux pour la réalisation de l'égalité, du développement et de la paix".

IV^{ème} Conférence Internationale de Nations Unies sur la Femme, Pékin 1995.

Nombreux sont les engagements politiques internationaux qui reconnaissent que la participation des femmes aux espaces de prise de décisions et leur accès au pouvoir est nécessaire pour atteindre une société où règne l'égalité, la démocratie, le développement, la liberté et la paix.

Grâce à ces engagements, les états ont développé des mesures pour avancer vers une participation équitable des hommes et des femmes à la politique. Toutefois, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour obtenir l'engagement qu'aucun sexe n'ait une représentation inférieure à 40%². La sphère politique avec la sphère du marché constituent les domaines publics par excellence, étant des sphères pleines de reconnaissance sociale. Mais malgré les avancées atteintes par les femmes, nous nous trouvons devant des terrains éminemment masculins. Et dans le cadre politique il y a une faible participation et représentation des femmes aux mandats. Les postes de décision continuent à être occupés par les hommes et la prédominance masculine dans ce cadre reste massive. L'accès des femmes à la politique et les taux de représentation de ces dernières dans différents espaces politiques varient d'un pays à un autre, d'un continent à un autre et d'un hémisphère à l'autre.

Dans ce document nous n'essayons pas de comparer les données des différentes réalités sociales qui ont présentées. C'est le fait d'avoir affaire à des réalités différentes avec de multiples facteurs qui provoque précisément le manque d'accès des femmes à la politique.

Mais les rapports exposés ont fait apparaître certains éléments que l'on retrouve dans tous les pays et régions et qui présentent un paradigme global concernant la participation politique des femmes. En outre, ces résultats doivent être considérés comme points départ et échange

² Declaración de Atenas, "Cumbre de Mujeres en el Poder", 1992.

d'expériences pour obtenir une plus grande avancée dans la représentation politique féminine.

De cette manière, et dans les voies de la démocratie représentative, nous effectuerons un parcours depuis des instances supranationales jusqu'à la représentation des femmes au niveau local. En ce qui concerne l'Union Européenne, en général les femmes ont avancé au niveau du taux de représentation bien que les chiffres varient entre les différentes institutions communautaires. Au Parlement Européen, les femmes représentent actuellement 31% des euro-députés/ées. Toutefois dans les organes de gestion (Présidence, Bureau) de ce dernier les femmes n'occupent que 15% des charges. Dans les deux autres institutions de décision de l'Union Européenne, le Conseil des Ministres et la Commission, la représentation de la femme atteint respectivement 23% et 25%. Actuellement, sur 26 Commissaires Européens seules 7 sont des femmes, c'est-à-dire 27% de représentation féminine dans les postes de décision d'une des institutions les plus importantes de l'Union Européenne. Au plan des Parlements Nationaux, on observe des disparités entre les pays. En Espagne³, pour la première fois dans l'histoire on a atteint la parité au sein du gouvernement, mais pas dans la composition du Parlement (36.2% de femmes parlementaires) ni du Sénat (24.1% de sénateurs). Dans les Parlements des Régions Autonomes, la représentation des femmes se situe également autour de 36%. Par contre dans les gouvernements locaux, on observe une représentation féminine très basse, tout comme dans des organes dépendants des « Cortes » où les charges sont décidées par désignation⁴.

En France la situation est à l'inverse de l'Espagne. Les femmes disposent d'une vaste représentation au plan local, mais celle-ci est très faible dans l'Assemblée Nationale (12%) et au Sénat (17%).

Au Portugal sur 17 ministres seules 2 sont des femmes et dans les portefeuilles Éducation et Culture. Parmi les 308 présidents de Chambre élus en 2005, seules 19 sont des femmes.

³ Ver <http://www.senado.es> y <http://www.congreso.es/>

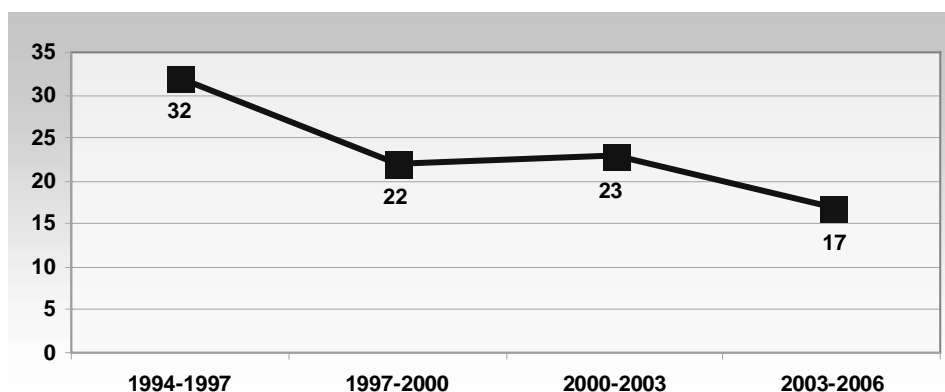
⁴ Dans les gouvernements locaux espagnols, la proportion est de 20% de femmes maires face à 80% d'hommes maires de grandes villes. Dans 85% des communes espagnoles on atteint seulement 17% de conseillères municipales. Dans des espaces où on arrive aux charges par désignation et non par élection, la participation des femmes est trop faible. Tel est le cas de la cour des comptes ou de la Commission Nationale du Marché de Valeurs, organes dépendants des Cortes, dans lesquels la participation des femmes est de 8% et 20% respectivement.

En République Démocratique du Congo, lors des récentes élections r les femmes ont atteint un taux de 8.4% de représentation à l'Assemblée Nationale.

Au Salvador, dans la période 2003-2006 les pourcentages de participation des femmes dans les mandats électifs ont considérablement diminué par rapport à la période 1994-1997. Bien qu'on ait augmenté la participation des femmes au sein du gouvernement et de l'Assemblée législative (10.7% de députés titulaires et 27.4% de députés suppléants), l'intégration des femmes en politique est contrariée par la fragilité institutionnelle et l'absence de politiques publiques dirigées envers les femmes.

Une étude de l'année 2004 a mis en évidence que durant la période de 1994 à 2003 la participation de la femme a diminué de près de 50% par rapport aux élections démocratiques de 1994, après la guerre civile.

Évolution du nombre de femmes du maire élues par période électorale (1994-2006).



Fuente: Elaboración de Las Dignas a partir de diversos trabajos, 2006

À partir de ces exemples, on voit apparaître plusieurs facteurs qui interviennent dans la participation des femmes et leur représentation politique :

→ La surcharge de travail domestique et les travaux de soins ; ces tâches ne sont pas réduites en cas de participation des femmes aux espaces publics. Ainsi l'exercice politique exige un grand effort et provoque une usure pour les femmes sans qu'elles obtiennent une reconnaissance par les partis.

→ L'absence de politiques publiques et d'actions positives qui rendent propice l'accès et surtout la permanence dans les charges d'élection

→ Le poids de facteurs socioculturels pour lesquels la politique est "une affaire d'hommes" ou les coutumes et les traditions africaines qui ne tolèrent pas qu'une femme soit "chef" et "règne " sur les hommes

→ La légitimation des préjugés traditionnels par les femmes elles-mêmes. Il existe encore de fortes résistances chez les femmes elles-mêmes au moment de prendre part à la politique et elles se construisent beaucoup de barrières pour continuer à prétendre qu'elles n'ont pas de capacités pour la sphère publique.

→ La conception de la féminité comme une faiblesse pour faire de la politique.

→ L'absence de visibilité des femmes leaders dans les moyens de communication.

Tout ceci constitue des obstacles puissants pour l'arrivée et la présence durable des femmes en politique.

Une des mesures à prendre en compte pour dépasser ces freins se trouve dans la mise en pratique d'une l'Éducation Non Sexiste, outil essentiel pour la formation en égalité vers la construction d'une société libre, égalitaire et participante.

4. Education non sexiste

Eduquer, c'est instruire, former, informer, donner et recevoir des connaissances, de la culture ou des bonnes manières, enseigner et acquérir des capacités. Il y a beaucoup de situations qui impliquent l'éducation et la formation d'une personne jusqu'à la construction de son identité et de sa condition d'exercice de la citoyenneté.

De la même manière qu'il y a plusieurs manières d'apprendre, il y a plusieurs lieux d'apprentissages qui ne se limitent pas à l'école ou la famille. Observer, comparer, commenter, critiquer, analyser, imaginer, expérimenter constituent autant d'occasions de nous instruire qui sont présentes tout au long de notre vie.

Toutes les actions et expériences de la vie quotidienne interagissent et nous influencent sans que nous puissions nous y opposer, construisant des stéréotypes socioculturels qui déterminent des rôles spécifiques pour les hommes et les femmes. C'est ainsi nous apprenons à vivre : avec des connaissances (savoir), des capacités (pouvoir faire), des compétences (savoir faire) et des motivations (vouloir et vouloir faire). Tout cela converge dans le savoir reconnu (androcentrique), l'éducation sentimentale (sexiste) et l'univers symbolique (patriarcal et misogyne).

Durant le séminaire de Barcelone, le thème de l'éducation non sexiste a été abordé du point de vue de l'éducation formelle, qui concerne l'enseignement, ainsi que du point de vue de l'éducation au développement avec la finalité d'une pleine égalité entre les femmes et les hommes et un monde basé sur la justice sociale.

La coéducation

La coéducation est la méthode proposée pour contrecarrer l'éducation sexiste et la transformer dans tous aspects en une éducation basée sur l'égalité de genre, la non discrimination et l'exercice des droits à l'égalité tant pour les hommes que les femmes.

La coéducation va au delà de la définition que lui en donne la DRAE : « une éducation qui est donnée conjointement aux filles et aux garçons ». Cela fait longtemps que les filles et les garçons sont éduqués ensemble dans leur famille, quand ils jouent dans la rue et dans les

établissements scolaires. Mais c'est récent que l'on associe la coéducation à l'objectif d'égalité, en partant du point de vue qu'ils et elles sont des êtres humains libres et égaux. La coéducation ne prétend pas que l'égalité soit le seul objectif du système éducatif (éduquer pour l'égalité), mais elle considère qu'on ne peut considérer que son objectif n'est pas atteint sans que l'égalité soit un principe (éduquer dans l'égalité). De cette manière on peut dire que la coéducation est une éducation conjointe pour les garçons et les filles avec – et ceci est le plus important – des contenus égaux.

Quand nous disons des contenus égaux, nous voulons signifier qu'il s'agit de dépasser l'éducation androcentrique telle qu'elle est aujourd'hui menée dans les établissements scolaires, les institutions et les universités comme dans les familles et la société tout entière. Jusqu'à présent on a considéré qu'éduquait les garçons et les filles à partir des compétences, connaissance, savoirs, habilités et opportunités que possèdent les enfants. On 'a jamais considéré que cela comprenait des qualités « domestiques », relationnelles, émotionnelles ou d'expression, qui sont considérées comme « féminines » et font l'objet de peu d'intérêt.

Dans la vie quotidienne les pédagogies sexistes sont présentes dans différentes sphères : les modèles de comportements des adultes, la presse, la publicité, les productions culturelles (audiovisuelles, plastiques, littéraires), les jouets, la mode, les compétences etc... Les institutions scolaires et les universités sont aussi traversées par cela, dans l'organisation des études, les contenus des cours, le langage et les relations humaines. Ce paradigme repose sur une construction de modèles masculins et féminins prédéterminés avec des rôles qui sont véhiculés par un enseignement « au masculin ». Les femmes que l'on voit sont des mères, et qui ploient sous leurs deuxième et troisième journée de travail à la maison, des étudiantes des filières « féminines », gestionnaires de la qualité de vie, employées de bureau, citoyennes de plein droit, qui consacrent tout leur temps à d'autres personnes qui elles-mêmes ne décident rien, ne dirigent rien ou alors sont mal perçues dans les sphères de pouvoir. De l'autre côté, l'image des hommes est celle de pères fatigués, absents de la maisons, compétitifs, gestionnaires économiques, consacrant beaucoup de temps et d'énergie dans le secteur de la production économique, citoyens de plein droit et dirigeant ; ils sont présents partout dans l'espace public.

La coéducation apparaît comme un mode de transformation sociale au regard du monde tel qu'il apparaît faisant une ségrégation basée sur le sexe. Ce processus qui vise l'égalité à partir des différences entre les

hommes et les femmes sans viser l'affrontement entre ceux et celles-ci mais en cherchant à construire des relations égalitaires en construisant ensemble une société avec la responsabilité partagée d'un monde basé sur une répartition équitable des revenus, des biens et services.

Les principales propositions clés pour une éducation non sexistes sont les suivantes :

→ Inventer et proposer des modèles personnels innovants et non stéréotypés.

→ Créer des attentes sociales équivalentes sans que l'on s'enferme dans ce qu'on attend d'un homme ou d'une femme de par son sexe biologique.

→ Appliquer un traitement juste sans préjuger des comportements masculins et féminins et traiter ces dernières d'une manière équitable, juste et précise.

→ Réaliser une répartition équitable des responsabilités dans le temps et l'espace.

→ Mettre en œuvre des connaissances humaines qui valorisent autant les compétences des femmes en regard des compétences androcentriques pour aboutir à une réelle rénovation des savoirs – y compris du langage.

→ Etablir des relations de légitimité et une reconnaissance active ; avec les personnes proches, dans les relations hiérarchiques, dans les organisations, etc. en veillant à ce que les femmes ne soient pas cantonnées dans des rôles de second plan.

→ Tolérance zéro pour le machisme, le sexisme et la misogynie : ne pas chercher à excuser ni appuyer ce types d'attitudes (blagues, plaisanteries, harcèlement sexuel ou moral, mauvais traitements, etc.) et les contrecarrer pour qu'elles ne restent pas impunies.

D'un autre côté, la coéducation constitue un instrument de paix et de lutte contre la violence masculine. La paix n'est pas seulement l'absence de violence, il est clair aujourd'hui qu'il faut envisager la question de la paix d'une manière globale, avec une autre conception de l'économie et de la politique qui libère des ressources pour les questions sociales et culturelles et qui va valoriser l'approche genre, principalement

développée par les femmes comme une attention à la vie plus que comme sa destruction.

La coéducation pour la paix est liée au concept de justice distributive et se base sur une série de principes.

→ L'équivalence : équilibre entre les femmes et les hommes dans l'exercice du pouvoir, y compris l'empoderamiento, la plaidoyer, l'autorité et la capacité effective de décider et mettre en œuvre.

→ L'individuation : les projets de vies dans leurs deux versants relationnel-familial et civique-travail sont le produit de choix personnels indépendants des stéréotypes de genre et des traditions.

→ Le respect actif : intégrer la connaissance de l'autre et la reconnaissance des différences de conditions par rapport à l'égalité. Dépasser l'égalitarisme et la tolérance s'impose. Cela permet de ne pas se limiter à l'égalité qui soit un modèle unique vers lequel se diriger au prix d'une acculturation et préférer différentes directions et le métissage. C'est aussi nécessaire pour ne pas rester dans une passivité qui empêche de distinguer entre le mieux et le pire et ce qu'il faut faire et ne pas faire.

→ La solidarité : redistribution des biens matériels et du capital culturel. Le droit obligatoire et universel à l'éducation naît de la solidarité, pour apporter des chances à ceux qui au départ sont frappés par les inégalités et les discriminations sociales.

→ L'intégration : mélange d'influences réciproques entre filles et garçons et non comme l'acceptation des différences dans une égalité des chances fictive.

Education au développement

L'éducation au développement, comme la coéducation, est un instrument pour lutter contre l'androcentrisme et l'eurocentrisme. Ainsi, le point de vue masculin est à la base du paradigme dominant dans la formation et l'éducation. Né du patriarcat, il est présent dans toutes les sphères de pouvoir, se présente comme l'unique manière de comprendre et ordonner le monde, en excluant les femmes, les rendant invisibles, les exploitant et les assignant à des rôles subalternes. L'eurocentrisme signifie la suprématie d'une culture unique et de la domination politique et économique d'une société. Le modèle qui en découle fait s'opposer un monde développé à des sous-développés. Il se

déploie dans le paradigme économique néolibéral et la globalisation et génère des stéréotypes et des préjugés sur les autres sociétés.

L'approche genre et développement vise un changement de société pour la justice social, supprimant l'inégalité des distributions de richesses, de pouvoirs, de droits et d'opportunités et violation des droits humains et des structures générées par ces inégalités (système économique, politique et culturel qui les créent en retour).

Avec l'éducation au développement, on cherche à désactiver les stéréotypes sexistes et européocentrés. Un modèle et un processus de formation sensible au genre, comme un vocabulaire et une représentation égalitaire, constituent les éléments essentiels de l'éducation au développement. Cela doit être appliqué à tous les niveaux : interpersonnel, fonctionnel et structurel. Ainsi, on peut dire que l'éducation au développement suppose :

1. Un processus de sensibilisation, de formation des citoyen-nes capables de
 - a. déconstruire les stéréotypes Nord Sud et de genre
 - b. promouvoir un développement durable avec une approche genre
 - c. susciter la solidarité et la participation citoyenne qui renforce les capacités des femmes et des marginalisés (empowerment)
 - d. combattre le racisme et la xénophobie en intégrant une perspective féministe
 - e. lutter contre la violence et la guerre en refusant la violence de genre et l'impunité des auteurs d'actes de violence
 - f. promouvoir la transversalité de la perspective de genre

2. Une action pédagogique pour la création d'espaces et de processus d'apprentissages au travers de
 - a. actions participatives et de formations en genre
 - b. perspectives qui facilitent l'analyse critique du modèle de développement et des relations entre les hommes et les femmes
 - c. le débat sur les représentations du Sud (et des migrant-es) et sur les représentations sexistes (images, langage, préjugés)
 - d. une pédagogie adaptée à la diversité des publics
 - e. la systématisation des expériences qui encouragent l'empoderamiento et la construction collective de savoir pour les femmes

f. des méthodologies d'évaluation participatives et formatives

3. Un acte politique

- a. axe de l'action citoyenne des femmes, des migrant-es et des exclues
- b. qui favorise les synergies et le travail en réseaux Nord-Sud
- c. qui approfondit la démocratie et suscite des moyens de mettre en œuvre l'égalité entre les femmes et les hommes (par exemple les indicateurs sexo spécifiques, l'IDH).

En conclusion, l'éducation au développement sensible au genre suppose de promouvoir une vision critique et une analyse du modèle de développement et des relations Nord Sud en intégrant l'analyse des relations de forces et de domination entre les sexes. C'est un défi pour changer les relations de pouvoir et les inégalités entre les sexes et entre le Nord et le Sud en encourageant des politiques d'empoderamiento comme axe central, comme mainstreaming. C'est un engagement et une volonté politique et personnelle pour atteindre l'objectif de justice sociale qui inclut l'égalité de genre.

5. Genre et économie

Le mouvement de femmes a mis en évidence à de multiples occasions les impacts négatifs dévastateurs que le modèle économique néo-libéral provoque sur les femmes. Le modèle néo-libéral a transformé les bases des politiques économiques et commerciales des pays en stimulant la production industrielle des multinationales, l'agriculture industrielle ou non traditionnelle, le tourisme, l'échange de capitaux, l'exportation de main d'œuvre, la privatisation des services sociaux, les programmes d'ajustement structurel, la signature de Traités de libre Commerce, ainsi que les traités commerciaux bilatéraux et multilatéraux. Tout ceci constitue une partie des voies à travers lesquelles le capitalisme économique provoque la féminisation de la pauvreté, l'exclusion sociale et économique des femmes et promeut le secteur informel en grande partie occupé par les femmes précarisées. Dans le monde globalisé, les femmes constituent en effet une main d'œuvre docile et bon marché adaptées aux nouvelles formes d'activités économiques. Elles sont soumises à toutes sortes d'abus et de violences et leurs économies de subsistance sont affaiblies.

Les femmes font également l'objet d'autres discriminations qu'il ne faut pas négliger, comme exemple quand leur on limite les voies de promotion, quand on leur refuse un poste de travail pour raison d'âge, quand on les confine dans certaines professions à basse rémunération ou de basse qualification professionnelle avec des salaires minimaux et des conditions de travail très précaires.

Ces modes de discriminations se retrouvent autant au Nord qu'au Sud. Pour mettre quelques exemples du Nord. En Espagne, seules 40% des femmes en âge de travailler ont un emploi et le taux de chômage féminin est presque double de celui des hommes : 11% face à 6%. Au Portugal, le taux d'activité féminine est de 46.7%, - un des plus hauts d'Europe. Curieusement les chiffres portugais montrent que le taux d'emploi des femmes avec enfants de moins de 5 ans est de 72% tandis que le taux d'emploi de femmes sans enfants est de 83%. Cette différence de pourcentage illustre aussi la surcharge du travail domestique qui pèse sur les épaules féminines.

Au Salvador, on estime que la charge du travail domestique est portée dans plus de 99% par les femmes, ce qui complique leur accès à des emplois rémunérés et à des emplois formels, ainsi qu'à d'autres activités

économiques. Elles sont confinées dans une situation de dépendance économique presque permanente.

En général, et tant dans le Nord que dans le Sud, les femmes travaillent moins d'heures que les hommes dans des activités professionnelles et consacrent plus du double du temps que les hommes aux tâches domestiques. Les femmes consacrent la moitié du temps des hommes pour leurs temps personnels.⁵

C'est dans les *maquillas* (industries multinationales manufacturières) que les effets négatifs de la globalisation économique sont les plus visibles et affectent spécialement les femmes d'Amérique Centrale. Une étude effectuée par *Las Dignas* au Salvador montre la dégradation des conditions de travail des femmes dans les *maquillas* et dans le commerce (secteur informel) où les trois quarts des travailleuses présentent de mauvais niveaux de vie, en partie à cause du faible salaire qu'elles ont⁶.

Au Nicaragua, la pauvreté que vivent les femmes et la discrimination dont elles souffrent sur le marché du travail fait que celles-ci sont vulnérables à des abus comme le travail forcé ou obligatoire, le harcèlement sexuel, les faibles salaires, des travaux précaires, le manque de liberté d'expression et d'organisation et la ségrégation professionnelle.

Les patrons actuels de la société patriarcale et la société capitaliste profitent de la situation de pauvreté et de chômage des femmes, et du faible niveau de citoyenneté, pour mettre en place des systèmes flexibles d'emploi et de déstabilisation du travail, ainsi que les discriminations à l'encontre des femmes.

Les femmes sont contraintes d'accepter d'être une main d'œuvre à bon marché en raison de leur faible niveau d'auto-estime, de leur basse qualification technique et de l'irresponsabilité des pères. C'est un des facteurs qui rendent possibles la flexibilité et la précarité de travail dans les *maquillas*. Il faut encore ajouter l'ignorance que les femmes ont de

⁵ Ainsi au Portugal par exemple les femmes mariées consacrent moins de 4 heures par semaine à leurs soins et loisirs personnels. Notons que les deux charges principales qui pèsent sur les femmes ; les personnes âgées dont le nombre augmente en raison de l'allongement de l'espérance de vie ; la dépendance des jeunes qui se prolonge en raison du retardement de leur entrée sur le marché du travail.

⁶ Le niveau des salaires des travailleuses des *maquillas* et des mini-entreprises d'auto-subsistance ne dépasse pas 115 \$ par mois.

leurs droits acquis, la crainte constante de perdre son emploi et la violation des lois de travail par les patrons.

Les conséquences les plus directes de la conjonction de tous ces facteurs sont :

- les femmes supportent de longues journées de travail épuisantes et obligatoires
- l'exigence d'atteindre un haut niveau de productivité
- des conditions précaires de santé et de sécurité au travail
- de faibles salaires
- le renvoi de femmes enceintes
- des situations de violence physique, psychique et verbale.

Pour le mouvement de femmes nicaraguayennes, et nous pourrions aussi dire que pour l'ensemble du mouvement de femmes, l'élimination de toutes les formes de discrimination et l'instauration d'un État de droit sur le marché du travail devraient entraîner que les femmes puissent choisir librement l'orientation de leur activité professionnelle, le développement de leurs capacités, l'égalité de traitement et l'égalité de droits et des chances, l'égalité salariale, la sécurité au travail, la protection de la santé ainsi que le droit d'étudier et de veiller à leur santé sans être sanctionnées économiquement.

6. Échange de méthodologies pour le plaidoyer politique

Un des objectifs fondamentaux de la rencontre de Barcelone était l'échange de méthodologies mises en œuvre par chacune des organisations et dans chacune des thématiques afin de partager des outils pour le plaidoyer politique du mouvement des femmes.

Pendant une journée une série d'ateliers sur chacun des sujets ont permis la construction d'outils focalisés principalement dans deux perspectives : des stratégies de communication et de formation, les premières pour la visualisation des problématiques proposées et les deuxièmes non seulement comme un moyen pour acquérir des connaissances, mais aussi comme empoderamiento des femmes vers un plus grand exercice de leur plaidoyer politique.

Violence contre les femmes.

Depuis des décennies des méthodologies communes existent pour aborder la lutte contre la violence de genre. Les stratégies les plus fréquentes sont généralement des campagnes spécifiques, des réunions et discussions à l'intérieur des organisations. Les alliances entre différents mouvements, forums, institutions publiques et privées sont importantes aussi pour y intégrer la problématique et mobiliser.

On considère en outre fondamentales la dénonciation publique et la pression politique via les médias ainsi que la production de matériels pour l'appui des organisations et des pouvoirs publics.

Dans ce paragraphe, nous nous arrêterons et soulignerons des exemples spécifiques et nouveaux de stratégies. En ce qui concerne des stratégies de communication développées sur le thème de la violence contre les femmes, Silvia Chejter "du Centre de Rencontres Culture et Femme" – CECYM (Argentine) a présenté son exposé à partir de matériaux graphiques, de photos et affiches, comme un outil pour souligner les importants changements des réponses sociales à la violence qui frappe les femmes. Le choix de matériaux graphiques pour aborder ce sujet repose sur l'importance que les images ont dans les sociétés contemporaines. On en a déduit que c'était une méthodologie excellente pour la compréhension du rôle de ce qui est symbolique dans la construction sociale d'un problème et dans les voies d'intervention pour obtenir le changement social souhaité.

L'utilisation de cette méthodologie a permis d'effectuer un parcours à travers l'histoire des luttes contre la violence, et de la dynamique entre le mouvement de femmes, l'État et les organismes internationaux. Les différentes idéologies, analyses, changements, dialogues y compris les confrontations ont ainsi été mises en évidence autour est thématique.

L'analyse du cas argentin a permis une réflexion sur les pratiques du mouvement de femmes et sur les politiques d'État ; cela a démontré que les confrontations ont lieu entre le discours féministe et l'État, mais on trouve aussi des différences entre les discours féministes.

Dans ce parcours historique, en Argentine on est passé d'un silence total sur la problématique de la violence contre les femmes à un discours critique et un engagement de l'État qui s'est reflété dans la promulgation de politiques publiques spécifiques. Dans les affiches des années 80 on réclamait que la violence contre les femmes devienne une question politique. On parlait déjà de patriarcat, de liberté, du droit à l'avortement, de la libéralisation des femmes et on a situé le sujet de la violence comme un problème d'inégalité, d'injustice et de citoyenneté.

Les méthodologies d'intervention appliquées ont été spécialement orientées à la violence conjugale et on a articulé la problématique avec certains domaines comme le santé et le juridique.

Durant les années 90, on a assisté à l'institutionnalisation de la problématique et à la formulation de projets issus des organisations de lutte contre la violence, la réponse de l'État était encore insuffisante et trop peu de ressources ont été consacrées. Les mesures adoptées se sont exclusivement limitées presque à l'assistance. La violence, spécialement conjugale, a été abordée par des professionnels de la santé mentale, mais sans introduire la perspective de genre.

Les affiches de ces années présentaient les femmes avec des corps cassés, frappés et enfermés comme symbole que les femmes ne peuvent pas sortir de cette situation si elles ne demandent pas d'aide. On utilisait en outre des images qui survalorisaient la violence physique et ne visibilisaient pas la violence sexuelle ou symbolique, pourtant présente dans les situations de maltraitance. Les stratégies dominantes de cette époque étaient "de médicaliser et judiciaireiser ».

À la fin des années 90, on a commencé à observer un changement et on a assimilé la violence de genre à une violation de droits humains et comme un problème tant personnel que politique. La violence n'est pas circonscrite au cadre privé, à la violence domestique. On voit apparaître

la revendication du NON à l'impunité pour la violence de genre et la dénonciation du terrorisme d'État.

La stratégie consiste à considérer que la violence n'est pas seulement la violence domestique et que nous sommes devant un problème social. C'est une responsabilité collective – et pas seulement des femmes – de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour que les victimes sortent de leur environnement violent.

Depuis quelques années, on vit une repolitisation de la violence et les stratégies ont liés la violence envers les femmes avec de nouveaux thèmes, notamment pour ce qui concerne la production graphique et les images des agresseurs. Les affiches interpellent en outre chacun et chacune à participer, à se sentir responsable, à réagir face à la violence, à la dénoncer et ne plus l'ignorer.

Enfin, l'articulation entre violence de genre et les processus macro-économiques de la globalisation devient claire. Les impacts négatifs du modèle économique néo-libéral ont un impact négatif sur la qualité de vie des femmes et les rend plus vulnérables devant les situations d'abus et de violence contre ces dernières.

Quant aux stratégies de formation pour la lutte et la prévention de la violence envers les femmes, au Guatemala, "Secteur de Femmes" a présenté un processus formatif à travers l'École de formation politique, qui a été développé à partir de plusieurs modules qui ont compris deux aspects nouveaux et fondamentaux :

- Le contexte dans lequel s'exerce la violence contre les femmes
- La différenciation entre ce qui est intime, ce qui est privé et ce qui est public.

La formation a été conçue à partir d'une analyse de l'identité des femmes en passant par une analyse structurelle les organisations et des domaines dans lesquels la violence s'exerce, en finissant par une étude du caractère institutionnel et du système économique prédominant. On a ainsi travaillé sur la connaissance de l'identité des femmes, sur des instruments créés par le mouvement de femmes pour la défense des droits humains, sur la manière de fortifier les organisations et de les articuler avec d'autres instances, sur les lois à la disposition des femmes pour protéger leurs droits, sur les systèmes d'oppression du patriarcat ainsi que sur les effets de la globalisation et du néocapitalisme sur la vie des femmes.

On a épinglé le cas emblématique présenté par le Centre de Droits des Femmes (désormais CDM) du Honduras dans ce que nous pourrions qualifier comme un exemple de stratégie de procédure judiciaire. Le CDM développe une stratégie d'intervention sur l'accès à la justice des femmes. Sur la base de cette préoccupation il a créé "le programme prévention et vigilance à la violence de genre contre les femmes" qui est assuré par un service juridique- social gratuit - aux victimes. Par le biais de ce programme, le cas spécifique de Dahlia s'est présenté dans la conférence : une petite victime de violation par son père biologique, un journaliste populaire de son pays. Etant député du Congrès il jouissait de l'immunité qui est accordée à ce type de mandat public. Dahlia s'est rendue à l'organisation après avoir déposé une plainte devant le Ministère Public en craignant que justice ne lui soit pas rendue. Le cas présentait de multiples obstacles tant juridiques qu'institutionnels, et on a attentivement dû surveiller le processus juridique et la pression sociale qui se manifeste dans ce type d'affaires. Des voies ont été dégagées pour qu'une sentence soit prononcée à l'encontre de l'agresseur et que la justice soit rendue pour Dahlia. Un des défis pour le CDM a été de présenter le cas comme une violation d'un père biologique contre sa fille, parce que le Ministère Public n'était pas décidé à qualifier l'infraction comme viol ou comme inceste⁷. L'outil de travail de la "perspective de genre" leur a permis de démontrer que dans le cas présent, il existait une discrimination sexiste, et de défaire les relations d'abus de pouvoir, en expliquant le manque de défense dans lequel Dahlia se trouvait, de la protéger contre le traitement morbide de l'affaire par la presse. Il a également fallu faire face aux mises en question du système judiciaire et à la corruption qui a entouré le cas à tout moment. Les actions menées à bien par le CMD, les conversations bilatérales maintenues et la pression publique exercée ont entraîné la paralysie des discussions autour de la qualification de l'infraction et celle-ci a été finalement considérée comme un viol et non comme un inceste, ce qui aurait profité énormément à l'agresseur parce qu'on considère dans ce cas qu'il y a un consentement préalable de la victime. On a de même obtenu de lever l'immunité de député de telle sorte que celui-ci soit capturé et amené au tribunal une fois qu'il a été déclaré coupable de l'infraction pour négocier une diminution de sa peine. Dahlia y a consenti car après tant d'efforts et bien que "il y avait des preuves suffisantes, j'ai eu une crainte énorme que par le manque d'expérience (...) et les irrégularités constatées, ça

⁷ La pression sociale a permis de lever les obstacles qui empêchaient d'apporter les preuves via une analyse ADN du lien filial qui existait entre Dahlia et son agresseur.

finisse autrement **et que nous avons peur que justice ne soit pas faite**⁸. »

Le cas de Dahlia est particulier, non seulement par le nombre des obstacles qui se sont succédés pendant le processus, mais également parce qu'il a été possible d'arriver à une sentence judiciaire par l'action collective du CDM. Ceci illustre comment s'opère la mise en pratique de la stratégie de genre comme outil d'analyse de tout le processus. Ainsi on a obtenu que la violence contre les femmes ne soit pas considérée seulement comme violence de genre et qu'on prenne en considération tous les autres facteurs qui influencent un pays et un contexte déterminé en ce qui concerne les causes de la violence et les manières de lutter contre elle.

Si Dahlia avait essayé de mener à bien le processus judiciaire de manière individuelle, sa crainte de ne pas recevoir justice aurait été confirmée. Sa combativité et celle du CDM ont ouvert les portes, créant ainsi une jurisprudence pour promouvoir l'accès à la justice pour les femmes et continuer à travailler le plaidoyer politique pour l'éradication de la violence.

Participation politique des femmes

Des stratégies pour le plaidoyer politique ont été traitées pour la communication et la formation ainsi qu'une troisième stratégie qui peut être considérée applicable dans les deux domaines.

Acsur-Las Ségovias a estimé important d'indiquer trois éléments essentiels au moment de concevoir des stratégies de communication pour que l'action de plaidoyer politique ait un plus grand impact. Ces éléments sont les suivants :

- Temps (quand ?) : il faut s'adapter au langage actuel, tenir compte des résistances et considérer les périodes et les dates symboliques concrètes.
- Espace (où ?) : effectuer l'action dans tous les espaces possibles, et pas seulement dans les lieux spécifiquement attachés à la problématique, établir un agenda politique tant institutionnel que social.
- Comment : avec clarté, avec force, avec représentation.

⁸ Phrases écrites par Dahlia, avec l'emphase des caractères gras.

Avec ces trois éléments, les stratégies de communication sont dirigées vers la connaissance et la reconnaissance mutuelle entre les organisations de femmes pour faciliter la création et la coordination de réseaux. On plaide d'abord pour trouver des points communs qui permettent un discours coordonné et non fragmenté.

Deuxièmement, on parie sur le renforcement et le soutien aux leadership de femmes à tous les niveaux, depuis des mouvements sociaux, les organisations de base et jusqu'aux institutions publiques et politiques. Il faudrait également rendre ces appuis plus visibles pour entraîner du mouvement de femmes et s'opposer aux résistances et aux obstacles qui se présentent aux femmes.

Il faut encore travailler avec des moyens de communication spécifiques pour le mouvement des femmes, mais spécialement avec les médias généralistes à travers l'identification de personnes qui peuvent être plus sensibilisées au thème et créer avec ces dernières de nouvelles alliances pour l'action.

Et pour finir, créer des alliances avec des organisations mixtes pour impliquer les hommes dans notre travail et avancer dans la réalisation des objectifs du mouvement des femmes.

En ce qui concerne les stratégies de formation pour le plaidoyer politique, plusieurs questions ont été posées concernant les lignes d'action et les méthodologies qui peuvent être formulés pour construire une politique de participation et pas seulement viser la simple représentativité des femmes dans les postes de décision.

Reste le défi que les femmes qui accèdent à des responsabilités politiques y restent ensuite. L'expérience de plusieurs pays a démontré que les femmes politiques sont généralement dans une dynamique de rotation/substitution pour les mandats qu'elles occupent tout en gardant de manière parallèle leurs occupations professionnelles. Au contraire, quand les hommes se consacrent à la politique ils le font de manière exclusive et continue.

Devant ce panorama, la formation en politique s'avère indispensable pour connaître en profondeur, concevoir et manier des stratégies. Cette formation se présente comme une option stratégique pour les quotas visant à assurer un pourcentage minimal de représentation des femmes. Dans certains pays (par exemple le Nicaragua) des femmes qui

ont obtenu un mandat politique à travers des quotas se considèrent décrédibilisées devant les électeurs.

Voici quelques stratégies de formation pour favoriser le plaidoyer politique des femmes :

→ Formation en genre et connaissance des structures politiques

→ Travail avec des candidates et les femmes élues, pour porter les propositions préalablement élaborées

→ Construire des modèles de femmes politiques, avec des stratégies nouvelles et non la reproduction des schémas politiques masculins ; des modèles auxquels on peut s'identifier tant comme femmes que comme des hommes et tant pour les secteurs ruraux que pour les villes.

→ Investir dans des méthodologies de conscientisation, tels les récits individuels ou en petits groupes, qui donnent aux formateurs-trices de nouvelles pistes d'un dialogue qui reflète les intersubjectivités. Cette méthodologie est fondamentale dans les processus de construction des femmes comme sujets vis-à-vis d'elles-mêmes et des autres, par rapport au secteur social, aux enjeux de la planète et avec la capacité de faire et d'intervenir dans la politique.

Éducation non sexiste

En ce qui concerne les stratégies de communication de l'organisation "Le Monde selon femmes", une série d'outils et stratégies méthodologiques conçues par eux-mêmes ont été présentés, tant dans l'éducation primaire, en éducation pour adolescents et éducation pour adultes.

- Stereotypik
- Jeu de l'Égalité
- Femmes Hommes dans le monde
- Livre-jeu Question de genre
- Vidéos "Égalité de sexes vue par les jeunes"

De leur côté, les stratégies pour la formation et la coéducation reposent sur un processus de formation spécifique à l'éducation non sexiste⁹.

On peut dire que le principal outil de l'éducation non sexiste est de mettre l'égalité comme principe 'éduquer dans l'égalité » et pas seulement comme objectif « éduquer pour l'égalité ».

Pour y parvenir, il faut travailler obligatoirement le milieu de l'éducation en influençant la programmation, spécialement dans :

- Les contenus : il faut renforcer l'enseignement de compétences favorisant l'autonomie personnelle, les relations affectives, sexuelles, et montrer le rôle des femmes dans le développement de l'humanité.
- Les méthodologie et ressources pour le professorat qui n'est pas formé en coéducation. La méthodologie doit être unidirectionnelle et non coopérative
- Les ouvrages : la présence des femmes est intégrée dans le programme d'études et leurs réalisations se reflètent dans les livres de cours
- L'évaluation : effectuer le suivi de la mise en pratique des mesures indiquées.

Pour cela on a formulé une proposition concrète de formation pour les étudiants et le corps enseignant qui sera détaillé dans l'alinéa suivant.

Dans le cas de l'éducation au développement, on a aussi conçu des actions concrètes visant à la déconstruction des stéréotypes eurocentristes et de genre :

- Actions de sensibilisation et de conscientisation : en permettant la prise de conscience de l'impact différencié sur les hommes et les femmes.
- Actions de lobbying ou advocacy : en construisant le contenu politique des revendications.
- Actions de mobilisation : avec les groupes de femmes qui combattent pour l'égalité et la démocratie
- Actions de recherche-action avec une perspective féministe.

Genre et économie.

⁹ Voir ce qui é été développé plus haut sur la coéducation et l'éducation non sexiste.

Au Nicaragua, la stratégie présentée a été orientée vers le plaidoyer politique dans les *maquilas*. Les objectifs principaux de cette stratégie sont l'empoderamiento des femmes travailleuses à partir du renforcement du tissu organisationnel, la promotion de la qualification et la création d'instruments juridiques qui contribuent au renforcement de leur identité et à la participation des citoyens.

Ainsi a-t-on mis en œuvre une campagne de plaidoyer politique appelée "Travail et santé au travail sont mes droits. Un emploi oui, mais avec dignité ". Les objectifs sont de mettre à l'agenda politique international, régional et national, dans une perspective de genre, les conséquences de la flexibilité du travail pour la santé et la sécurité au travail des travailleuses des *maquilas*. S'y ajoute la promotion et la protection des travailleuses de manière équitable et juste dans une perspective de prévention et de promotion de la santé.

Les éléments de cette stratégie sont les suivants :

- Les travailleurs et les travailleuses.
- Le gouvernement : Ministère du travail, Ministère de l'économie et du commerce, la corporation des zones franches, l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) et le Ministère national de la santé (MINSa).
- Les *maquilas* : leurs directeurs généraux et les chefs/cheffes de ressources humaines.
- Les moyens de communication sociale.
- Les avocats et chefs d'entreprise/
- L'opinion publique nationale et internationale.
- Les consommateurs du Nord à travers des campagnes spécifiques.
- Les marques comme GAP, Sara Lit, Levis Strauss, Polo, Sears, etc..

Les résultats de la campagne sont à mettre en évidence :

1. L'empoderamiento des travailleuses des *maquilas* et le développement de leur participation active et l'amélioration de leurs conditions de santé et de sécurité au travail.
2. La reconnaissance des droits du travail, des maladies professionnelles et la capacité d'exiger le respect de leurs droits.
3. Les changements positifs se sont succédés dans les pratiques et les politiques de santé dans les *maquilas*, notamment l'application de la législation nationale.
4. Des espaces de dialogue ont été mis en place avec des instances responsables pour surveiller, protéger et régler l'activité de travail.

5. L'identification d'alliés grâce à l'articulation avec des organisations/acteurs de la société civile.
6. L'approbation de la loi nationale « Santé et hygiène professionnelle ».
7. Les maladies professionnelles ont été incluses sous une forme standardisée dans la législation nationale.
8. Des diagnostics, des recherches, de la documentation et du monitorat ont été réalisés pour la mise en œuvre des droits à la santé, la sécurité et l'environnement.

Nous venons de mettre en évidence les multiples stratégies qui peuvent être menées à bien dans chacun des matières abordées à Barcelone. Ces stratégies entraînent en outre une série de propositions qui sont développées dans le chapitre suivant.

7. Propositions et nouvelles alternatives

Les exposés présentés et les ateliers d'échange d'expériences ont fait apparaître une série de propositions et nouvelles alternatives pour le plaidoyer politique :

- La lutte par l'éradication de la violence contre les femmes.
- La promotion de la participation politique de ces dernières.
- L'instauration généralisée de la coéducation et de l'éducation au développement avec une perspective de genre
- Des mécanismes pour faire face aux impacts négatifs des politiques économiques néo-libérales dans la vie des femmes.

Ces propositions sont en relation étroite avec les méthodologies présentées dans des lignes précédentes, on recommande donc de tenir compte de cette connexion et ne pas considérer de manière isolée les méthodes pour l'action et les nouvelles propositions alternatives.¹⁰

Le fait de les présenter dans des chapitres différents est purement dû à l'intention de rendre plus visibles et d'accorder une plus grande importance aux recommandations formulées par tou-te-s les participant-es.

Violence contre les femmes

Quelques obstacles à dépasser dans la lutte contre la violence envers les femmes ont déjà été cités plus haut. Ceux-ci faisaient référence à la méfiance profonde que les citoyen-ne-s ont à l'égard de l'Etat vu sa crise de légitimité ; cela provoque un manque de défense grave des femmes et rend inopérant le système judiciaire.

D'un autre côté, on a parlé les obstacles socioculturels, des mythes et des modèles de la société patriarcale qui sont à l'origine des situations de discrimination et des inégalités entre les femmes et les hommes. Il faut aussi mentionner les facteurs économiques comme le manque d'allocation de ressources à la prévention et au combat contre la

¹⁰ Certains éléments peuvent apparaître comme une redite ; mais nous avons voulu rendre visible et cohérent ce chapitre des propositions et alternatives pour ne pas garder uniquement l'information diluée au fil des chapitres précédents.

violence de genre ainsi que les nouveaux contextes de violence qui sont la conséquence de l'implantation des modèles macro-économiques néolibéraux.

Lors des ateliers, de nouveaux obstacles ont été mis en évidence : des représentations sociales qui ne visibilisent pas les stratégies menées avec succès par les femmes victimes de violence car sur celles-ci survivent à cette situation c'est grâce à l' "aide externe". Il faut en outre être conscients et confronter les résistances qui peuvent venir par des femmes elles-mêmes plus que des hommes.

Nous voulons aussi exercer une vigilance devant l'apparition de groupes masculinistes qui veulent mettre en marche des processus de conscientisation. Nous évoquons ici des groupes revanchistes qui s'opposent aux droits des femmes et qui mettent en question que celles-ci aient revendiqué l'égalité « pour dépouiller les hommes de leurs droits, surtout des droits paternels ».

Face à tous ces obstacles, voici les conclusions et nouvelles stratégies pour l'action contre la violence auxquelles nous avons abouti :

→ Faire apparaître la violence de genre comme un problème social et politique, comme un combat idéologique, politique et culturel pour dénoncer et intervenir dans le domaine de la violence envers les femmes.

→ Dépasser l'idée selon laquelle la violence de genre est un moindre mal, que cela ne représente que des cas exceptionnels et faire reconnaître qu'il s'agit de pratiques régulières, tolérées et minimisées.

→ Sensibiliser au fait que la violence contre les femmes n'est pas limitée aux espaces privés mais qu'elle s'exprime aussi dans l'espace public.

→ Relier le thème de la violence aux autres questions comme les inégalités, les injustices et la citoyenneté ; articuler la violence de genre aux processus macroéconomiques, qui sont les éléments identifiés de la violence de genre dans l'espace public.

→ Impliquer les hommes est aussi essentiel pour dresser le cadre des responsabilités qu'ils ont dans la violence contre les hommes ; créer des alliances avec eux et réfléchir avec eux aux actions de formation.

- Chercher ainsi de nouvelles alliances pour le développement de processus de formation impliquant la vigilance et l'évaluation de ceux-ci
- Elaborer du matériel pédagogique accessibles à tous et toutes pour une meilleure compréhension de la problématique.
- Donner une nouvelle signification aux éléments de culture traditionnelle pour casser les stéréotypes sexistes.
- Permettre la réflexion sur la nécessité de récupérer le corps dont les auteurs de violences nous ont expropriées pour exercer pleinement les droits sexuels et reproductifs et ébranler les bases de l'Etat patriarcal
- Réfléchir aux contradictions entre les images, les idéologies en conflit, les différences entre les divers discours féministes et celui de l'Etat pour construire une réflexion unifiée qui renforce le plaidoyer politique/
- Elaborer des plans nationaux de prévention de la violence domestique qui abordent les victimes autant que les agresseurs potentiels, comme cela a été fait au Pays Basque.
- Mettre les différents besoins de sécurité des femmes sur un même pied d'importance et les introduire ensemble de manière transversale dans les politiques de sécurité des Etats.
- Dans l'action politique, continuer à intégrer la dimension politique de toutes les actions mises en pratique.

Participation politique des femmes

Dans le travail de plaidoyer, veiller à une plus grande participation des femmes dans les espaces politiques repose sur une série de points qui ont émergé durant le séminaire :

- b) le renforcement des réseaux d'organisations et mouvements de femmes ;
- c) l'appui aux femmes leaders et la promotion de la participation politique de jeunes femmes ;
- d) l'articulation avec l'Etat et les médias ;
- e) les besoins en formation et d'éducation en politique
- f) la transversalité du féminisme et de l'approche genre en politique

En ce qui concerne le renforcement des réseaux d'organisations et mouvements de femmes ; voici les propositions formulées

→ Se reconnaître et se connaître entre organisations de femmes pour faciliter l'articulation des réseaux et construire un discours coordonné.

→ Renforcer les femmes leaders des mouvements, des organisations de base, des institutions publiques et privées et dans les domaines interdits traditionnellement aux femmes les inciter à prendre part au débat public à tous les niveaux.

→ Rendre ces appuis légitimes pour opposer l'action du mouvement des femmes aux obstacles et aux résistances qui les dévalorisent, les remettent en question, les laissent dans l'invisibilité et délégitiment le leadership des femmes.

→ Construire des plateformes avec des propositions venant des femmes et qui reposent sur la redéfinition du politique, pour y inclure la parité hommes-femmes et favoriser la participation.

→ Promouvoir la participation des jeunes femmes en attirant leur attention par des nouveaux discours et sujets de genre qui mettent en évidence la situation des femmes dans le monde.

→ Elaborer des méthodologies qui développent la conscience critique et la capacité des groupes d'intervenir à partir du principe que « le privé est politique » et que « le politique est personnel ».

→ Etablir des alliances avec des organisations mixtes pour intégrer la participation des hommes à ce processus.

En ce qui concerne les liens avec l'Etat et les médias,

→ Travailler avec les pouvoirs publics pour faire réfléchir au fait que les changements de normes sont des moyens et non une fin en soi.

→ S'articuler avec les médias dans le travail de plaidoyer politique.

→ Identifier les alliés potentiels dans les médias nationaux et internationaux.

→ Travailler avec aussi avec les moyens de communication du mouvement féministe et des organisations de femmes.

Pour atteindre ces objectifs, l'éducation est indispensable comme préalable à la participation à tous niveaux et dans toutes les sphères. Ainsi,

→ L'éducation non sexiste est une clé essentielle pour intégrer mes hommes dans la mise en œuvre des objectifs du mouvement des femmes.

→ Inciter à l'incorporation de l'éducation à la citoyenneté dans tous les programmes.

→ Elaborer du matériel et des outils pédagogiques qui facilitent la représentation des femmes dans différents espaces publiques au motif que « pour inciter, il faut connaître ».

→ Donner une formation spécifique aux femmes candidates à des manats publics, pour qu'elles perfectionnent leur leadership et d'impliquent résolument dans les activités des partis et des organisations politiques.

Le chemin à suivre n'est pas facile pour mettre en oeuvre les propositions présentées et atteindre les objectifs fixés. Un des mécanismes conçus pour y arriver est la transversalité du féminisme et de la perspective de sciences dans les sciences politiques.

Cela impliquerait une nouvelle conception de la politique et des façons de politiser avec approche genre. Ces réflexions sont orientées vers une vision de l'engagement politique comme quelque chose de quotidien et non de ponctuel dans la vie des femmes. Ceci permettrait le maintien des femmes dans la politique sans que cela suppose un coût aux niveaux personnel ou professionnel. En ce sens il y a en outre un travail à faire au sein des partis politiques en introduisant des changements dans leur fonctionnement pour former tous et toutes les membres. Une méthode serait de situer les femmes au premier plan pour modifier la vision du parti et des femmes dans la politique.

En Europe, le Lobby Européen des Femmes a établi six sujets principaux inspirés de la Plate-forme de Pékin de 1995, avec des objectifs stratégiques et des actions concrètes que doit mener à bien la Commission Européenne entre 2006 et 2010.

1. Mécanismes institutionnels pour la réalisation de l'égalité de genre et du mainstreaming de genre.
2. Atteindre l'égalité économique et sociale pour les femmes.
3. Avancer dans la position des femmes dans la prise de décisions vers une démocratie paritaire en Europe.
4. Déraciner la violence contre les femmes et mettre en oeuvre les droits humains des femmes.
5. Le rôle de l'Europe pour avancer vers un contexte international pour les droits de la femme.
6. Eliminer les rôles patriarcaux de genre et les stéréotypes.

En résumé, il serait nécessaire de trouver des manières pour que tous les acteurs sociaux prennent conscience que la vie privée et la vie professionnelle sont étroitement en rapport ; ce qui entraîne des transformations dans l'organisation des sociétés, la promotion et l'inclusion des femmes dans la politique pour avancer dans la représentation publique de ces dernières et, en définitive, contribuer à l'exercice de la citoyenneté de tous et de toutes et à la consolidation démocratique toutes les sociétés et des cultures.

Education non sexiste

Les difficultés principales qui empêchent l'institutionnalisation de l'éducation non sexiste ont une origine étatique et socioculturelle.

Nous sommes devant un processus long et lent qui n'offre pas de résultats visibles à court terme, ce qui empêche de donner la priorité à la problématique.

Ainsi, il y a un manque dispositions et de cadre légal adéquat pour l'intégration de l'éducation non sexiste dans les programmes scolaires. On observe également un manque de volonté politique pour favoriser le caractère transversal de l'égalité. De cette manière le système éducatif n'intègre pas la perspective de genre et les matériaux disponibles sont inadéquats. Il faut favoriser des matériaux éducatifs critiques, avec des messages alternatifs aux stéréotypes sexistes.

Au plan socioculturel, on observe un contexte des relations sociales sexistes de multiples formes et une forte résistance au changement social. Il y a discussion entre ceux qui jugent que l'éducation pour la vie non sexiste est un cadre spécifique, et ceux qui allèguent que nous sommes devant un thématique transversale, et finalement la pression médiatique sur les personnes qui impose, reproduit et approfondit des modèles et des stéréotypes sexistes qui vont à l'encontre du respect des. Les alternatives proposées pour la déconstruction des modèles sexistes et la lutte par une éducation non sexiste sont :

- Modifier la structure éducative. Le débat est ouvert sur l'orientation de l'éducation (seulement pour le travail ou tout au long de la vie) et du type de citoyenneté qui est voulue.
- Valoriser le rôle des éducateurs/trices et combattre la féminisation du professorat qui contribue à stéréotyper le secteur et à le précariser.
- L'Intégration transversale de la perspective genre dans l'éducation et dans les structures éducatives.
- Offrir des ressources pour mettre en oeuvre/intégrer la perspective de genre et non le sexisme dans le système éducatif.
- Développer et fortifier tant l'éducation formelle que la non formelle.
- Promouvoir une coordination intersectorielle entre l'État, les pouvoirs locaux, les écoles et les associations de la société civile.
- Promouvoir le rôle de l'école comme médiation non sexiste
- Promouvoir la pédagogie de la conscientisation, apprendre à apprendre.
- Promouvoir la création de codes moraux non sexistes et d'un cadre légal qui prévoit des actions pour l'égalité.
- Inciter à l'élaboration et l'utilisation de matériel non sexiste

Une proposition "de Formation pour le public scolaire et le professorat" s'est en outre profilée sur les éléments suivants :

1. Habilités sociales - Habilités relationnelles : traditionnellement féminines. - Habilités instrumentales : traditionnellement masculines. – Pour les deux sexes, pour compléter celles qui leur manque.
2. Gynocentrisme : tout ce qui manque à l'œuvre de l'humanité, tout ce qu'ont apporté les femmes.
3. Analyses du sexisme : de la même manière que nous avons appris à faire d'autres types d'analyse, les théories féministes doivent être intégrées dans le champ des savoirs.
4. Caractère transversal : le genre doit être inclus dans toute la programmation.
5. Analyser la division sexuelle du travail et des tâches.
6. Analyser le sexisme dans le langage.
7. Les changements sociaux et leur progression.
8. Favoriser la communication horizontale pour une meilleure communication entre des garçons et des filles.

En ce qui concerne l'éducation pour le développement, le processus d'*empoderamiento* des femmes s'est présenté comme un des mécanismes les plus adéquats pour obtenir l'égalité entre des femmes et des hommes. Les éléments proposés sont :

1. Priorité d'appui financier pour la formation et la qualification des femmes.
2. Appui à des organisations, réseaux et mouvements de femmes.
3. Appui à des secteurs informels, d'économie solidaire, etc.
4. Soutien à la présence de femmes dans des postes de décision, de négociation.
5. Réforme des institutions et de leur fonctionnement pour les rendre accessibles aux femmes.

En outre les défis et les défis qui nous se présentent sont :

1. Changer les relations de pouvoir inégales entre les sexes et entre le Nord et le Sud.
2. Mener à bien des politiques d'*empoderamiento* en introduisant les éléments indiqués préalablement.

3. Développer des actions de mainstreaming basé l'engagement et la volonté politique et personnelle pour une justice sociale qui inclut l'égalité de genre.

Genre et économie

Pour ce thème, les mesures à mettre en œuvre doivent être orientées à la réalisation des droits et des objectifs suivants :

- Non-discrimination contre les femmes pour des raisons d'âge, de race et de religion.
- Le droit des femmes d'être traitées avec égalité des droits et des chances.
- Droit au salaire égal pour un travail égal.
- Droit à la non-discrimination pour raison de grossesse et à l'élimination des essais de grossesses sur les lieux de travail.
- Droit à l'élimination de tout type de violence physique, psychique et verbale sur les lieux de travail.
- Interdiction et vigilance permanente contre le harcèlement sexuel.
- Élimination de la ségrégation professionnelle.
- Droit à la qualification technique et à l'égalité des chances dans les métiers non traditionnels
- Établir des plans de qualification technologique pour la main d'œuvre féminine de telle sorte que les femmes puissent assumer des postes de travail amenés par la diversification des investissements.
- Promouvoir le respect et l'accès à l'éducation des jeunes travailleuses en ne les obligeant pas à des journées épuisantes de travail qui empêchent de continuer leur éducation.
- Droit à une journée de travail de 8 heures, et non à la surexploitation de la force de travail féminine.

→ Élaboration d'une politique d'emploi avec analyse de genre qui promeut et garantit la responsabilité sociale des employeurs.

→ Mise en application de l'état de droit dans le monde de du travail, tant des secteurs ruraux qu'urbains et fin des retards dans les procédures judiciaires.

Conclusions

La citoyenneté suppose la reconnaissance et le plein exercice de tous les droits des hommes et des femmes.

Pour les femmes, cela signifie le pouvoir de décider sur nos corps, nos idées et nos façons de penser et c'est un élément essentiel pour la mise en pratique du plaidoyer politique et comme condition fondamentale de la démocratie.

Malgré la conscientisation croissante de la gravité et de l'ampleur de la violence de genre, un monde sans violence contre les femmes est encore loin d'être obtenu. Les chiffres des victimes continuent à être alarmants et on observe encore un manque de volonté politique des États. Ils ne donnent pas la priorité à cette problématique dans leurs agendas et ils la considèrent comme quelque chose de marginal et ponctuel, non comme une action systématique. Il est nécessaire par conséquent de déconstruire les justifications qui la diminuent et la banalisent et de reconnaître que nous nous trouvons devant un problème social, politique, public et privé.

Pour cela il est indispensable d'articuler la problématique de la violence avec d'autres domaines, comme les inégalités, la discrimination, l'injustice, la citoyenneté ou les processus macro-économiques, afin de formuler des stratégies plus efficaces pour la combattre.

De la même manière il faut travailler à lutter contre l'homophobie et la lesbophobie grâce à débat permanent et l'acceptation de la diversité et de la liberté sexuelle comme principes pour combattre la violence contre une collectivité.

Les actions pour aborder la violence contre les femmes ne doivent pas être développées de manière isolée : il est nécessaire de fortifier l'état de droit et la confiance des citoyen-nes dans les institutions pour fournir l'accès des femmes à la justice et la lutte contre l'impunité et l'immunité.

En ce qui concerne la participation politique, nous sommes devant un terrain éminemment masculin et la représentation féminine dans les espaces politiques, depuis des instances supranationales jusqu'aux pouvoirs locaux, est très faible. La surcharge du travail domestique et les

travaux de soins, le poids des facteurs socioculturels et l'absence de politiques publiques pour la promotion, l'accès et le maintien des femmes dans la politique sont des éléments qui empêchent la représentation des femmes dans cette sphère.

Le plaidoyer politique des femmes dépend du développement d'une conscience critique des femmes elles-mêmes comme sujets capables de construire une nouvelle culture, un nouveau modèle social et le changement des relations de genre qui produisent actuellement de l'inégalité. Pour cela on requiert de la formation spécifique en matière de direction et de structures politiques, une plus grande implication des femmes dans les activités des partis et des organisations politiques et la modification interne des partis.

Pour pouvoir progresser vers l'égalité de genre et la parité hommes-femmes dans la représentation politique, l'action devra être menée à bien dans un vaste spectre de politiques à tous les niveaux, supranational, national, régional et local à partir de la construction de synergies entre les organisations politiques féminines et entre celles-ci et les groupes mixtes.

Les inégalités, la discrimination et l'assignation de rôles des hommes et des femmes sont imposées par la société, laquelle a été construite sur base de modèles sexistes. Dans la lutte pour une société plus égalitaire, de co-responsabilité du monde et avec une justice distributive, la mise en œuvre de programmes de coéducation est indispensable. C'est un processus d'intervention directe où on part des différences entre les sexes pour instruire dans l'égalité et pour la paix.

Les objectifs principaux sont de confronter et de dépasser l'éducation androcentriques et les pédagogies sexistes de la vie quotidienne, présentes dans toutes les sphères, la famille, les centres éducatifs, les espaces publics et ce qui est privé. Dans la même ligne, les éléments de l'éducation au développement est un processus de sensibilisation et une formation qui permet la déconstruction des stéréotypes sexistes et andro-européens dans les relations Nord-Sud, pour promouvoir un développement soutenable avec une perspective de genre. Ainsi, l'éducation au développement entend promouvoir une vision critique et une analyse du développement, des relations Nord/Sud en intégrant les relations de force et domination entre les sexes.

Les formes de discrimination dont souffrent les femmes dans le monde du travail sont très nombreuses. Spécialement avec la mise en œuvre

des politiques économiques néo-libérales qui se basent en grande partie sur le travail des femmes dans des conditions déplorables, abus et violence contre ces dernières, violation constante de leurs droits de travail et déstabilisation de leur qualité de vie. Il est nécessaire de combattre par la promotion d'un état de droit qui élimine toutes les formes de discrimination envers les femmes, sauvegarde leurs droits et leur accorde les conditions adéquates de protection, de santé et de sécurité au travail. Dans le cas concret des *maquilas*, il est nécessaire d'investir dans l'empoderamiento des femmes des travailleurs de *maquilas*, grâce au renforcement du tissu associatif, à un processus permanent de qualification et à l'élaboration d'instruments juridiques qui garantissent leur intégrité leur participation citoyenne.

La conclusion du séminaire a en outre relevé un échange et une construction de stratégies pour l'action du plaidoyer politique dans chacune des problématiques abordées.

Les outils examinés et échangés ont été nombreux, et ont été à l'origine des grandes lignes de propositions nouvelles formulées à partir du mouvement des femmes pour dépasser les obstacles qui empêchent les femmes de vivre dans un monde plus juste, égalitaire, en paix, sans violence de genre, en liberté et dans le respect de leurs droits et de l'exercice de leur citoyenneté.

Collection « Analyse & plaidoyer »

du Monde selon les femmes

Déjà parus

01 - Genre et mondialisation, les femmes analysent et résistent

Silvia Chejter, Hellen Grace Wangusa, Lilián Abracinskas,
Zo Randriamaro
2004

**02 - Education au développement. enjeux, définitions, principes
pédagogiques et approche genre**

Claudine Drion
2005

03 - Enquête sur l'intégration de l'approche genre dans les ONG

Sandra González Altea
2006

04 - Genre et indicateurs de développement

Poupette Choque
2006

**05- Femmes et développement durable, vision d'avenir,
entrepreneuriat et recommandations**

Claudine Drion
2006

06 - Enjeux de développement pour les femmes de R.D. Congo

Joana Joves et Hélène Ryckmans
2006

**07 - Expériences de travail en genre - Echanges de méthodologies
Séminaire international - Barcelone - octobre 2006**

2007

08 – Genre et travail social

Claudine Drion
2007

Téléchargeables sur le site www.mondefemmes.org



RAAC Palabras

www.mondefemmes.org
www.palabras.info